

Compte-rendu du CE du Siège

11 & 12 avril 2018



Siège 1.2.3.4.5.Ô
franceinfo:

france.tv

Vos élus CGT

Ablavi Olga Amouzon
Amemaka, Claude Belestin,
Rafaèle Bourgier, Michèle
Cahin, Marc Chauvelot, So-
nia Deputier, Caroline Gindre,
Philippe Goldmann, Claude
Gueneau, Michela Law, Boris
Muffolini, Christophe Vignal,
Ghislaine Vingot

Représentante syndicale:

Diane KONE

Préambule de la CGT en réaction à un nouvel article à charge du magazine Capital sur France Télévisions

Des effectifs pléthoriques, des audiences en chute libre, des téléspectateurs trop âgés, une myriade de chaînes aux lignes éditoriales confuses, une chaîne France Ô qui n'intéresse personne, une chaîne Franceinfo inutile, un réseau régional de France 3 trop coûteux, une plateforme commune trop compliquée d'accès, des filiales commerciales improductives, des effectifs en ressources humaines excédentaires, un sur-encadrement endémique, avec 80% de cadres chez les PTA, 149 rédacteurs en chefs et adjoints rien qu'à la rédaction nationale, dont certains qui attendent la retraite sont payés à ne rien faire, une fusion des rédactions nationales qui traîne en longueur, 250 irréductibles journalistes qui refusent qu'on décompte leur temps de travail, une armée de 540 élus dans les instances, des techniciens de la filière qui touchent 100 euros par jour sans justificatifs en venant travailler à Paris, et un feuilleton de Vendargues dont la diffusion a déjà été repoussée...

Cet inventaire mortifère et invariablement à charge, c'est le marronnier habituel du « France Télévisions bashing » une nouvelle fois mis à contribution. Avec ses prétendus programmes décevants, ses effectifs pléthoriques et la dispersion de ses moyens, France Télévisions irait nécessairement dans le mur. L'exercice sous-journalistique apparaît tellement routinier et peu subtil qu'il finit par devenir lassant.

En insistant pesamment sur le recul des audiences de France Télévisions, le magazine Capital peut se targuer de son expertise, lui dont le lectorat ne cesse de décliner depuis des années.

Faut-il rappeler que Capital est une filiale du groupe Bertels-

mann par ailleurs actionnaire de M6, la petite chaîne qui ne cesse, elle aussi, de descendre et qui, avec sa pire moyenne annuelle depuis 1991, est en train de céder la place de troisième chaîne du PAF à France 3 ?

Mais peut-être existe-t-il d'autres voies pour regagner la confiance de ses lecteurs et de ses téléspectateurs que de salir gratuitement l'image des entreprises concurrentes du service public et de leurs salariés.

CE EXTRAORDINAIRE DU 11 AVRIL 2018

Information/ consultation sur le projet d'évolution de l'organisation et de l'implantation de la Direction de l'information de France Télévisions « Info 2015 » - phase 4 - Service Société et Sport, Service Prises de vues, Médiathèque, Prévisions, Bureaux des régions France 2 et Encadrement des services éditoriaux

Info 2015 – Phase 4

Personne n'est dupe du discours de la direction de l'info : « *donner du sens à son travail, refonder nos règles de vie collective, nous servir des retours d'expérience, une information indépendante, diversité et pluralisme etc.* ».

La ficelle est un peu grosse. Affirmer avec aplomb le contraire de ce que l'on pratique tous les jours est une technique éculée, mais vouée encore à un bel avenir !

Après avoir refusé avec obstination pendant des mois d'informer les élu-e-s du CE sur la physionomie finale des rédactions, la localisation des bureaux et des services, la direction est arrivée en CE, le

10 avril, avec un projet cadencé pour l'essentiel.

Symbolique, l'immeuble France 2 est rebaptisé « *Tour de l'Info* ». Elle regroupera fin 2018, la totalité des services fusionnés de France 3 et France 2, FranceInfo et le numérique, Culturebox, les magazines, le secrétariat et la direction.

Ils seront répartis sur les étages 3 à 6, ainsi que de l'autre côté de la passerelle pour certains.

Le magasin caméras est localisé au second étage, côté hôpital, à l'emplacement actuel d'IV3.

Gros clash sur les JRI, rapprochés certes de la rédaction

avec un espace au 5^{ème} étage, mais avec seulement 38 bureaux pour 107 journalistes.

Contrairement aux autres services, les noms des JRI ne figurent même pas sur les plans.

Les élu-e-s du personnel et la CGT ont estimé que ce traitement réservé aux JRI était inacceptable. Ils doivent être considérés comme les autres journalistes, au cœur de la rédaction avec le même confort de travail. A la direction de proposer une autre solution

La Direction a jugé judicieux d'excentrer le service motard de la « *Tour de l'Info* » et de le déménager près des départs en reportage (et donc du matériel).

Pourtant le service sera dorénavant rattaché hiérarchiquement à la coordination des reportages.

Il y a de plus une réduction de superficie, la Direction arguant

de la contrainte du nombre de m² disponibles.

Passe d'armes entre les élu-e-s de la CGT et la Présidente sur l'application déloyale de l'Accord Collectif à propos du

temps de travail à la Médiathèque.

La CGT a rappelé qu'une procédure était en cours devant le TGI à ce sujet.

CE ORDINAIRE DU 11 & 12 AVRIL 2018

Point 1 – Information/consultation sur le projet de déménagement des équipes de la Production du 18 Rue Horace VERNET

Les équipes de production magazines actuellement au 18 rue Horace Vernet à Issy les Moulineaux vont être regroupées au 10 rue Horace Vernet.

Dans le même temps les 3 collaborateurs du service juridique actuellement au 18 rue Horace Vernet rejoindront le

service juridique au 3^{ème} étage de MFTV.

Les bureaux des services généraux qui devaient initialement déménager resteront au 2^{ème} étage.

Les élu-e-s ont émis un avis positif avec une réserve sur la

situation des services généraux.

Le bail du 18 rue Horace Vernet court jusqu'à fin 2019 et la direction étudie des options d'utilisation de ce local...

Point 2 - Information/consultation sur la dérogation du temps de travail relative au Festival de Cannes 2018

Pour la première fois la direction demande un avis des élu-e-s pour la couverture du Festival.

Les élu-e-s font remarquer que c'est le dispositif mis en place qui nécessite cette demande de dérogation.

La direction répond que la durée hebdomadaire de travail dépassera 48 heures mais n'atteindra pas les 70 heures qui justifieraient de doubler les équipes.

Par ailleurs les élu-e-s font remarquer qu'il y a une équipe en moins (3) alors que le

nombre de rédacteurs est le même (4). La direction répond que l'une des rédactrices a aussi un rôle d'encadrement du service.

Les élu-e-s ont voté une résolution prenant acte de la demande de dérogation.

Point 3 - Point d'information sur la mise en œuvre et le déploiement du schéma de développement des activités des moyens internes de fabrication

L'avis sur les Phases 2 et 3 de la réorganisation des moyens internes de fabrication (MIF) a été rendu lors du CCE du 6 avril.

Pour mémoire les Phases 2 et 3 portaient sur la vidéo mobile, la post production et les équipes légères.

Il s'agit d'un projet d'ampleur, qui a beaucoup évolué depuis le début essentiellement grâce à la mobilisation des personnels.

Sa mise en œuvre se fera à travers des groupes de travail, composés de professionnels de la filière, qui auront à préciser les grandes lignes d'un projet conçu « *hors sol* », avec un cabinet extérieur (WaveStone) pour répondre à la demande des commanditaires éditoriaux.

Lors du CCE, après la remise de l'avis, la direction a demandé une suspension de séance d'une heure et a répondu positivement à la plupart des propositions des élu-e-s.

Des points d'information seront faits dans chaque CE concerné, comme au Siège.

La commission de suivi des MIF se réunira le 24 avril et décidera du calendrier et de la

composition des groupes de travail.

Parmi les problématiques, celle de l'organisation de la planification, tant en région qu'à la PGA à Paris.

Est-il possible de maintenir les deux systèmes de planification actuels ?

La question des équipes légères et de leur activité au Siège où il n'y a pas d'activité de vidéo mobile.

La question du transfert du car D4 de la DRM (les moyens de l'info) et de ses 6 postes vers la direction des moyens de fabrication.

La question des postes qui évoluent et qui offriront des opportunités de promotion,

pour les chargés de production, les planificateurs, les assistants de production.

La question des cadres référents de proximité et de leur périmètre d'activité...

L'impératif des élu-e-s est bien évidemment que chacun retrouve son poste ou un poste qui correspond à ses attentes à l'issue de la réforme.

Ce dossier devrait se compléter avec la montée en charge de la régionalisation qui devrait permettre de conforter l'activité des sites de production en région, post production et équipes légères (la Phase 3).

Point 4 - Information sur le changement de rattachement hiérarchique à la Direction de la Communication interne

Depuis le rattachement de la Direction de la Communication à la Présidence de France Télévisions, cette direction est en perpétuelle réorganisation.

Cette fois ci, c'est la Communication interne, un service de 16 personnes, qui est réorganisée en 5 départements, dont

l'un consacré « *au bien vivre ensemble et à la culture d'entreprise* » pour mettre en œuvre « *une culture de travail positive* ». Vaste programme...

Le poste dédié à la coordination de la Communication interne de France 3 disparaît, avec, selon la direction,

l'assentiment de la majorité des délégués de directions régionales, ce qui n'est pas avéré.

Chaque collaborateur conserve les mêmes activités sans changement de lieu d'affectation, ni d'impact sur le groupe de classification.

Point 5 – Information sur changement de rattachement hiérarchique des motards de presse à la Coordination des reportages

Les élu-e-s s'étonnent que ce poste de cadre n'ait pas été proposé à un des motards de presse.

Selon la direction, l'actuel chef de service est mobilisé par d'autres projets (promis juré,

pas sur le projet de relocalisation de Vanves au Siège).

Les élu-e-s constatent que le service des motards s'éloigne de leur nouveau rattachement hiérarchique dans le cadre d'Info 2015 - Phase 4 (cherchons l'erreur).

Les élu-e-s s'inquiètent du choix des futures sociétés de motards prestataires au regard de la gestion douteuse de l'une d'elle dans un passé récent.

La direction parle d'un appel d'offre en cours.

Point 6 – Information sur le projet de changement de rattachement hiérarchique du service Interface Système et Exploitation des Référentiels

Surcharge et dégradation des conditions de travail, sous-effectif estimé à 7 emplois...

En décembre dernier, la CGT a mené une saisine au sujet des services comptabilité du Siège.

Quatre mois plus tard la réponse de la direction arrive.

Elle présente une réorganisation visant à transférer 2 postes d'un service (Iser / normes et procédures) vers un

autre (MOA finance) dont les effectifs passeront de 7 à 9.

La direction affirme qu'il s'agit juste d'un changement de rattachement hiérarchique, sans suppression de poste, et que 3 créations de postes sont inscrites au budget 2018.

Cette réorganisation doit permettre de renforcer la lutte contre la fraude qui s'est accrue dans le domaine de la facturation.

Face aux inquiétudes du service qui se voit retirer 2 postes, la direction assure que « *les 2 collaborateurs transférés partiront avec leurs tâches* », ce que contestent les élu-e-s.

Ils ont fait part de leur scepticisme et de leurs craintes de voir la charge de travail des salariés concernés fortement impactée.

Point 7 – Présentation du bilan annuel des stages 2017

Selon la direction, un tuteur encadre « à peu près » deux stagiaires...

Les élu-e-s font remarquer que les stagiaires sont souvent livrés à eux mêmes et ce, malgré des efforts de mise en place de parcours dans plusieurs services.

Pour les stages d'élèves de 3^{ème}, les périodes pourtant élargies par l'Éducation Natio-

nale, sont encore très chargées.

En 2017, il y a eu 1 017 stagiaires au Siège, contre 1 100 stagiaires en 2016, soit au total plus 2 700 stagiaires pour l'ensemble du groupe (Siège, régions, France ô et Outre-mer).

La majorité des stagiaires de 3^{ème} et 4^{ème} se trouve aux moyens de l'information, en

gestion, production, stratégie et programme.

Concernant l'égalité hommes et femmes, on note 342 hommes pour 362 femmes.

Pour le stage d'application, il y a eu 145 femmes et 168 hommes. La majorité concerne le niveau 1 (Master 2).

La durée de stage est de 2 à 6 mois, supérieure à 6 mois pour 4 stagiaires.

Point 8 – 9 - 10 – Bilans du réalisés du Téléthon 2017, du Tour de France 2017 et du Dakar 2018

Le bilan du réalisé de la couverture des grands événements a été présenté aux élu-e-s.

Il est globalement conforme au prévisionnel.

Il y a eu un changement de planning sur le Tour de France par rapport à ce qui a été présenté aux instances avec un dépassement d'horaires.

La direction reste vigilante à ce que les salariés n'excèdent pas les 60 heures de travail hebdomadaire.

Début mai, la direction des sports fera appel à candida-

ture au Siège pour ceux qui souhaiteraient participer à la couverture du Tour de France 2018.

La demande de dérogation se fera au CE de mai.

Sur le Dakar 2018, le réalisé a été conforme aux prévisions.

Les conditions de voyage se sont nettement améliorées par rapport à l'année précédente.

Paris, Malakoff, Issy-les-Moulineaux, Vaise, le 16 avril 2018

**Prochain CE :
23 & 24 mai 2018**

CGT France télévisions Siège
Bureau A210
7 Esplanade Henri de France
75907 Paris cedex 15
cgt.siege@francetv.fr
01.56.22.47.04

D'ici là, vos élu-e-s CGT se tiennent à votre disposition